



République de Croatie

PC.DEL/506/04

16 June 2004

Original: as delivered

**Contribution écrite de l'Ambassadeur Vladimir Matek,
Représentant permanent de la Croatie auprès de
l'OSCE,**

La Réunion de l'OSCE sur la relation entre la propagande
raciste, xénophobe et antisémite sur l'Internet et les crimes
inspirés par la haine
Paris, le 16 juin
2004

Mesdames, Messieurs,

Dans la documentation distribuée avant cette réunion par la Présidence bulgare il n'y avait pas de rapport national croate. Je commencerais donc avec un aperçu de la situation en République de Croatie concernant le sujet de notre réunion et ceci expliquera – au moins, je l'espère – les raisons de ce retard.

La Convention sur la Cybercriminalité (ETS 185) va entrer en vigueur pour la Croatie dans deux semaines, précisément, le 1 juillet 2004. Le Protocole additionnel relatif à l'incrimination d'actes de nature raciste et xénophobe commis par le biais de systèmes informatiques (ETS 189) a également été signé et la procédure de la ratification ne devrait pas tarder.

Ces deux textes exigent que les Parties adoptent les mesures législatives qui se révèlent nécessaires pour ériger en infractions pénales, dans leur droit interne, un certain nombre de comportements. Vu qu'une procédure d'amendement de la Loi pénale est actuellement en cours, le Gouvernement a décidé d'y ajouter les amendements nécessaires pour mettre la Loi en conformité avec la Convention et - tout particulièrement – avec l'article 6 de son Protocole additionnel.

Dans la procédure parlementaire ceci n'a pas été contesté, mais comme les changements de la Loi dans d'autres domaines vont bien au-delà de cette mise en conformité, la discussion a pris plus de temps que prévu, ce qui a retardé la finalisation de la réponse au questionnaire de l'OSCE. Dans l'entre-temps c'est moi qui suis chargé de vous informer sur les intentions du législateur.

Dans le texte actuel de la Loi pénale (l'article 174, point 3), il est dit que *quiconque – qui, avec le but de promouvoir la haine raciale, religieuse, nationale, ethnique ou à la base de la couleur de la peau, ou qui publie ou distribue les idées sur la supériorité d'une race, d'une nation, d'un groupe ethnique ou religieux, d'un sexe etc..., ou qui fait promouvoir les idées sur la supériorité ou infériorité à la base de la couleur de la peau, sera puni de trois mois jusqu'au trois ans de prison.*

Comme il s'agit de la publication et distribution, la norme peut servir également pour les infractions sur l'Internet, mais le nouveau texte aura quand même un paragraphe de plus, qui sanctionnera – par une amende financière ou la peine de prison entre trois mois et trois ans – comme c'est prévu par l'article 6 du Protocole, *l'utilisation des systèmes informatiques dans les actes susmentionnés afin de nier, minimiser de façon grossière, d'approuver ou de*

justifier le génocide ou des crimes contre l'humanité, tels que définis par le droit international...

Mesdames, Messieurs,

Il est évident que l'Etat n'allait pas attendre l'entrée en vigueur de la Convention et l'adoption des amendements de la Loi pénale pour agir. Etant Partie de tous les accords internationaux importants dans la matière (*et je ne les cite pas ici parce que cette longue liste est disponible dans le document ci-joint, avec d'autres informations supplémentaires*) la Croatie dispose déjà de toute la gamme nécessaire des normes légales sur la matière.

La norme essentielle, c'est l'article 39 de la Constitution. Il interdit sans équivoque *l'incitation à la discrimination et à la haine fondée sur l'appartenance nationale, raciale, religieuse ou autre*. Cette norme - a été traduite dans les trois lois sur les media – les media en général, les media électroniques et sur la télévision – dont les textes interdisent *"l'incitation, aide ou propagation de la haine ou de l'intolérance nationale, raciale ou religieuse, de l'antisémitisme et de la xénophobie, des idées fascistes, nazi ou appartenant à d'autres régimes totalitaires, ainsi que d'inciter la discrimination ou l'hostilité à l'égard des individus ou des groupes de personnes à cause de leur origine, couleur de peau, opinions politiques, de leur santé, sexe, autres appartenances ou caractéristiques"*. Il est également interdit *"d'inciter, promouvoir ou glorifier la violence et le crime"*.

Comment ceci s'applique dans le domaine que nous analysons aujourd'hui?

Fin 2003 et début 2004 quelques jeunes à la couleur de la peau différente ont été attaqués à Zagreb par un groupuscule de *"skinheads"*. En cherchant les coupables, l'enquête a découvert un "fanzine" distribué dans le milieu où évoluaient les *"skinheads"*. Dans le contenu de ce papier - toute la panoplie de la propagande raciste, nazi, révisionniste, mais également un certain nombre d'éléments qui pourrait être considéré comme l'incitation à la haine et à la violence contre certains groupes ethniques.

Une partie de leur activité passait par les réseaux de discussion sur l'Internet. Les preuves que la police a pu rassembler sur le sujet sont maintenant dans les mains du procureur. Pour l'instant, cependant, il n'est pas très claire si l'utilisation de l'Internet pourra être un des chefs d'accusation, parce que les sites vers lesquels ils orientaient leur "clientèle" n'étaient pas les sites croates ni en langue croate, mais basés un peu partout dans le monde. C'est d'ailleurs – tant que je sache - l'obstacle principal avec lequel est confronté le département chargé de la cybercriminalité au Ministère de l'Intérieur, dans les enquêtes sur la cybercriminalité de tout genre.

Mesdames, Messieurs,

L'exemple que je viens de citer est un de rares cas en Croatie où un lien possible entre l'utilisation de l'Internet et l'incitation à l'intolérance ou à la haine raciale, interethnique et antisémite a été établi. Tant que la justice n'a pas dit son mot on ne peut pas dire s'il sera possible de prouver que les actes de violence commis par ce groupe en sont la conséquence directe. Mais, ce cas - même s'il est très isolé – prouve que le danger existe et qu'il faudra y faire attention dans le futur.

Comment se fait-il qu'il n'y a pas d'autres cas enregistrés? La réponse à cette question nous vient par les données sur l'accessibilité de l'Internet et la façon comment ceux qui en disposent s'en servent. Une enquête faite sur un échantillon représentatif le mois de mars (par le Centre de recherches du marché - GfK Hrvatska) – a montré qu'en Croatie 1,15 millions de personnes (ou 33 % de la population âgée de plus de 15 ans) utilise Internet au moins une fois par mois.

Parmi eux, 82 % se branchent sur l'Internet chez eux et la grande majorité par le biais des lignes téléphoniques classiques, parce que le haut débit – comme le prouve une autre enquête - est disponible dans seulement 0,5 % des cas et plutôt dans le milieu professionnel qui ne couvre que 35 % des "internauts" (et parmi ceux plus de 60 % possèdent un diplôme universitaire).

L'Internet à haut débit n'est pas encore très présent à cause des hésitations des investisseurs potentiels vu le pouvoir d'achat relativement limité du grand public, ce qui est encore la conséquence directe des destructions pendant la guerre et des avatars de la transition économique. Pour les mêmes raisons le nombre des fournisseurs d'accès et de services Internet, les opérateurs des réseaux multiservices inclus, n'est pour l'instant pas trop grand, ce qui maintient les prix d'accès.

Tout ceci nous porte à croire que l'influence possible de la propagande raciste, xénophobe et antisémite sur l'Internet sur l'incidence des crimes de haine est, pour la Croatie, en ce moment une question plutôt hypothétique. Elle le restera tant que le "surfing" sur le *net* sans contraintes de temps ou d'argent sera le privilège de ceux dont les revenus sont bien supérieurs à la moyenne de la population. Et l'enquête que j'ai mentionnée nous dit que, actuellement, 73 % de "surfeurs" appartiennent à cette couche sociale dans sa majorité urbaine, laquelle – par définition – est le moins impliquée dans les activités qu'on pourrait associer aux crimes de haine.

Avant de venir à Paris j'ai fait plusieurs recherches sur Internet afin de comprendre l'ampleur du problème. Après une dizaine d'heures sur le réseau – et avec l'assistance des collègues pour varier les méthodes et les approches - j'ai trouvé juste un tout petit "chat-room" dans lequel quelqu'un a commencé qui avait des connotations antisémites. Mais, chaque fois quand il y avait un dérapage vers le discours de haine, il y avait plusieurs participants qui se sont opposés. Rabbin Kotel Da Don, chef spirituel de la communauté juive à Zagreb disait – il y a quelques jours – que la communauté juive se sent très bien en Croatie, parce que dans ce pays il n'y a pas de l'antisémitisme. Quant aux autres formes d'intolérance, par exemple, à l'égard de certains groupes ethniques, on peut trouver de pages qui traînent sur le *net* encore du temps de la guerre ou – comme je disais tout à l'heure en parlant du cas des *skinheads* –leur adresse se trouve quelque part à l'étranger, mais certainement pas des sites entiers.

Pour terminer, j'aimerais souligner que les autorités croates se réjouissent du développement de la coopération internationale dans la prévention de ce genre de délits, comme le témoigne également notre réunion. Nous félicitons nos hôtes français et l'OSCE qui, en organisant cette rencontre, nous ont donné l'opportunité d'entendre un peu plus sur le problème avec lequel la Croatie sera probablement confrontée comme les autres pays, après l'explosion de l'Internet à haut débit et au bas prix, qui est inévitable et très probablement assez proche.

Merci de votre attention.



REPUBLIC OF CROATIA

**INFORMATION ON REGULATION AND ACTIVITIES
CONSIDERING THE RACIST, XENOPHOBIC AND
ANTI-SEMITIC PROPAGANDA IN CROATIA**

OSCE MEETING ON THE RELATIONSHIP BETWEEN RACIST, XENOPHOBIC AND
ANTI-SEMITIC PROPAGANDA ON THE INTERNET AND HATE CRIMES
Paris, 16-17 June 2004

1. DOMESTIC LEGAL FRAMEWORK

1.1. The Constitution of Croatia as a supreme legal act of national legislation prohibits any form of discrimination. Article 3 of the Constitution (Official Gazette No. 41/01) includes equality before law among the highest values of the constitutional order in the Republic of Croatia.

In part III of the Constitution, entitled Fundamental Freedoms and Rights of Man and Citizen, Article 14 stipulates: «Citizens of the Republic of Croatia shall enjoy all rights and freedoms, regardless of their race, colour, sex, language, religion, political or other opinion, ethnic or social origin, property, birth, education, social status, or other characteristics.»

Article 39 of the Constitution out rightly *prohibits any call for or incitement to war, or resort to violence, national, racial or religious hatred, or any form of intolerance*. Equality of rights is also guaranteed under other articles of the Constitution (e.g., Articles 15, 16, 23, 33, 44-47).

In addition to the international treaties, national legislation comprises a series of laws whereby discrimination is prohibited, equality promoted, and anti-discriminatory measures defined.

1.2. The Criminal Code in several provisions also sanctions public discrimination and racism. Its Article 106 stipulates prison sentence of six months to five years for whoever, on the basis of differences defined in Article 14 of the Constitution, «denies or limits freedoms or rights of man and citizen laid down in the Constitution, law or other regulations».

The criminal offence «**Racial and other discrimination**» is defined in Article 174 of the 1997 Criminal Code, reading as follows:

«(1) Whoever, on the basis of the difference in race, sex, colour, national or ethnic origin, violates fundamental rights and freedoms recognised by the international community, shall be punished by imprisonment for six months to five years.

(3) Whoever publicly states or disseminates ideas about the superiority of one race over another, or incites racial hatred or racial discrimination, shall be punished by imprisonment for three months to three years.»

This incrimination was extended by the 2000 amendments to the Criminal Code (Official Gazette No. 129/00), to the effect that Article 174 now reads as follows:

«(1) Whoever, on the basis of the difference in race, **religion, language, political opinion, property, birth, education or social status or other characteristics**, sex, colour, national or ethnic origin, violates fundamental rights and freedoms recognised by the international community, shall be punished by imprisonment for six months to five years.

Par. 3 of this article incriminates «hate speech» for which a sanction is stipulated for three months to three years imprisonment:

(3) Whoever with a view to disseminating racial, **religious, sexual, national or ethnic hatred, or hatred based on colour, or with a view to disparaging, publicly states or disseminates ideas about the superiority or inferiority of one race, ethnic or religious community, sex or nation over another**, or ideas about superiority or inferiority based on colour, shall be punished by imprisonment for three months to three years.»

In early 2004 new amendments were proposed to the Criminal Code of the Republic of Croatia, to the effect that in its part regulating racial and other discrimination the incrimination was extended for the criminal offence under Article 174 **«Racial and other discrimination»**, by adding a new par. 4, in line with the commitment under Article 6 of the Additional Protocol to the Convention on Cyber Crime, Criminalisation of Acts of a Racist or Xenophobic Nature committed through Computer Networks, signed by Croatia on 26 March 2003, thus reading as follows:

«(4) Whoever, with the aim from par. 3 of this article, through computer network disseminates or in other ways makes accessible to the general public any material whereby the crime of genocide or crime against humanity are denied, considerably diminished, endorsed or justified, shall be punished by pecuniary penalty or imprisonment for three months to three years.»

Here the dissemination of racial or other discriminatory material through computer network or otherwise, making such a material accessible to the public, is especially incriminated in relation to the material whereby the crime of genocide or crime against humanity are denied, considerably diminished, endorsed or justified.»

By the proposed amendments to the Criminal Code and in line with the harmonisation of its provisions with the Statute of the International Criminal Court in Rome a new criminal offence **«Crime against Humanity»** is defined under Article 157a, which reads as follows:

« Whoever by violating the rules of international law within a widespread or systematic assault aimed at civil population, with awareness of such attack, orders that another person be put to death, that with a view to totally or partially exterminating some civil population such living conditions be imposed on them as to lead to their annihilation, that a person, especially woman or child, be made object of trafficking, or that a person be enslaved for sexual exploitation or other reasons, to the effect that any particular or all powers arising from ownership title be exerted upon that person, that a person is coerced into prostitution, that a person is deprived of his/her biological and reproductive capacity without his/her consent and unjustified by medical reasons, that other persons be forcibly relocated through expulsion or other coercive measures from the area of their lawful residence, that a person be unlawfully imprisoned or otherwise deprived of freedom, that a person deprived of freedom or under surveillance be tortured in a way that deliberately inflicts heavy physical or mental pain or suffering of that person, that a person be raped or otherwise sexually violated or that a woman forcibly impregnated be kept in captivity against her will in order to change the ethnic composition of a population, that a person be persecuted in a manner that fundamental rights are denied to him/her intentionally because of belonging to a certain group or community, that on behalf or with endorsement, support or consent of a state or political organisation a person be

apprehended, kept in captivity or abducted, but denying afterwards that the person(s) were deprived of freedom, or withholding the information on the fate of such person(s) or the venue of their captivity, or that within the institutionalised regime of systematic subjugation and domination of one racial group over another or a similar act (the crime of apartheid), or whoever commits any of the above acts, shall be punished by imprisonment for at least five years or a long-term imprisonment.

Apart from the Constitution and the Criminal Code, several other laws in effect in the Republic of Croatia prohibit public «hate speech», namely the laws regulating media, exactly because they can transmit the «hate speech» to the public.

1.3. The 2003 Media Act prohibits «transmission of programmes encouraging or praising ethnic, racial, religious, sexual or other inequality, as well as ideological and national entities funded on such basis, or inciting ethnic, racial, religious, sexual or other enmity or intolerance, or encouraging violence and war.»

1.4. The Electronic Media Act of July 2003 in its Article 2 orders radio and TV editors to «publicise the truth, respect human dignity, human rights and fundamental freedoms, contribute to respect for other people's opinions and beliefs.» Under its Article 5 it shall be prohibited to «encourage, favour or disseminate ethnic, racial or religious hatred and intolerance, anti-Semitism and xenophobia, ideas of fascist, nazi and other totalitarian regimes, incite to discrimination or enmity towards individuals or groups on grounds of their origin, colour, political belief, philosophy of life, health condition, sex, sexual or other preferences or characteristics» and «in any way whatsoever to encourage, promote and praise violence and crime».

1.5. The Croatian Television Act in its Article 8 prohibits dissemination of intolerance and instigation to violence, by a formulation equal to the one in Article 5 of the Electronic Media Act.

1.6. Under the **Gender Equality Act** and the **Homosexual Communities Act** (July 2003), «any discrimination, direct or indirect, based on sex, marital or family status and sexual orientation, shall be prohibited».

2. INTERNATIONAL TREATIES TO WHICH CROATIA IS A PARTY

The 1945 United Nations Charter; the International Covenant on Civil and Political Rights; the 1965 International Convention of the Abolition of all Forms of Racial Discrimination; the 1979 Convention on the Abolition of all Forms of Discrimination against Women; the 1999 Optional Protocol to the Convention on the Abolition of all Forms of Discrimination against Women; the 1989 Convention on the Rights of the Child; the 1973 International Convention on the Prevention and Punishment of the

Crimes of Apartheid; the 1951 International Labour Organization Convention (No.100) on Equal Remuneration for Men and Women; the 1958 International Labour Organization Convention (No.101) concerning Discrimination in respect of Employment and Occupation; the 1960 UNESCO Convention against Discrimination in Education; the 1950 European Convention (ETS No.5) on the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms; the 1995 Framework Convention (ETS No.157) for the Protection of National Minorities; the Additional Protocol to the Convention on Cyber Crime, Criminalisation of Acts of a Racist and Xenophobic Nature Committed through Computer Networks, Signatory State as of 26 March 2003; Statute of the International Criminal Court in Rome, Signatory State as of 12 October 1998.

3. NATIONAL INITIATIVES TAKEN WITH A VIEW TO PREVENTING RACIAL DISCRIMINATION

The Republic of Croatia is taking a series of activities to prevent racial discrimination and to promote tolerance through workshops and seminars, public awareness raising campaigns, NGO activities, education, research, training, projects involving various organisations, international co-operation between the Croatian authorities, NGOs, universities and international organisations, other countries and international NGOs.

The activities of NGOs in the promotion of tolerance and provision of assistance to discrimination victims should be highlighted. They are mostly conducted by NGOs engaging in human rights safeguarding and the promotion of tolerance, organisation of seminars, workshops, training and realisation of projects intended for the promotion of equality. Media have an important role in raising public awareness about a need to prevent discrimination through campaigns and the press. E.g., the campaign entitled «say NO to Violence» organised to raise public awareness of the problem of violence against women (November 2001).

In the area of education, the Ministry of Science, Education and Sports envisaged a primary school course teaching children tolerance and democratic values, including their active participation in raising awareness of the need to prevent discrimination. E.g., secondary school students took part in the translation of the European Commission's publication entitled «What? Me? Racist?» into the Croatian language.

International co-operation comprises workshops, seminars and international conferences on a range of topics in non-discrimination, in conjunction with international organisations, various government agencies and NGOs. Research within higher education institutions, gathering of reference literature in the field of human rights for a library of the Human Rights Centre, are some additional non-legislative measures taken to prevent discrimination.

On the occasion of marking the International Day for the Elimination of Racial Discrimination, the Human Rights Centre organised a panel discussion on the topic entitled «How to fight the «hate speech» and racially motivated violence», held in Zagreb on 24 March 2004, with the participation of the representatives of the Parliament (the Ombudsman plus MPs), state administration bodies and NGOs.

In 2003 the Croatian Government set up an Expert Working Group to Prevent Discrimination, with the Human Rights Commission of the Croatian Government, as a separate body to fight all forms of discrimination, composed of professionals from the ministries, state administration bodies, universities and NGOs engaging in the fight against discrimination. The Secretariat of this Working Group is operating within the Human Rights Office. The first task of the Working Group is to draft a national plan to eliminate all forms of discrimination, pursuant to the Action Agenda of the 2001 Durban World Conference against Racism, Xenophobia and Other Forms of Intolerance.